

Collectif STOP TAFTA 14

L'Union européenne s'est lancée dans la mise en place d'accords commerciaux de libre-échange avec les quatre coins du monde.

L'un d'entre eux a déjà pris effet, partiellement, il y a quelques mois : l'accord commercial entre le Canada et l'UE, le CETA. D'autres vont suivre (avec le Japon, le Mexique...). La France est ou sera liée par ces accords. Nous sommes donc tous et toutes concerné-e-s.

Le CETA (accord UE-Canada) :

la grande menace contre les droits sociaux et la planète

Quels sont les enjeux pour les peuples, pour la planète ? Quelles sont les conséquences dans la vie quotidienne ?

Entre « l'Amérique d'abord » de Trump et le libre-échange prôné par l'Europe, comment s'y retrouver ?

Réunion publique avec Frédéric Viale,

spécialiste de droit international, membre du Conseil scientifique d'ATTAC et du collectif STOP TAFTA.

JEUDI 8 FÉVRIER - 20h30 - CAEN

Maison des Associations, 7 bis rue Neuve-Bourg-L'Abbé

Entrée libre



Les peuples et la planète avant les profits !

**Non aux Traités
de libre échange et
d'investissements !**



Contre les multinationales et leur monde

Notre avis...

Moins d'emplois, moins de droits. Les accords de libre-échange accroissent la concurrence entre les entreprises transnationales pour la conquête des marchés. Ces entreprises sont déjà engagées dans la course à l'augmentation de la productivité, au détriment des travailleurs. Les droits sociaux sont sans cesse revus à la baisse. Les accords de libre-échange accéléreront cette tendance. Les perdants seront des deux côtés de l'Atlantique. Selon une étude, le CETA conduirait à une perte de 200 000 emplois en Europe en cinq ans, dont 45 000 en France.

Moins de protection. Le libre-échange conduit à raboter les normes sanitaires ou environnementales qui protègent les citoyens et les consommateurs, voire à les proscrire, les transnationales considérant qu'elles représentent des obstacles à la libre concurrence. Le CETA et d'autres traités de libre-échange en préparation prévoient d'ailleurs la possibilité, pour ces grandes entreprises, d'attaquer toute décision publique (une loi protégeant la santé, des normes de fabrication...) qu'elles jugeraient contraire à leurs intérêts.

Plus de pollution. L'augmentation des transports entraînée par l'accroissement des échanges entre continents augmente aussi les émissions de gaz à effet de serre. Le commerce international nuit à la santé de la planète et contribue fortement au dérèglement climatique. Les accords commerciaux actuels ne posent aucune exigence aux opérateurs pour réduire leurs émissions de carbone.

Le libre-échange, c'est la course effrénée au moins-disant social et environnemental, c'est la négation des efforts nécessaires pour éviter la catastrophe climatique. Il faut s'y opposer, en commençant par faire **capoter l'accord avec le Canada.**

... et le vôtre ?

Le CETA doit être ratifié par tous les Etats partie prenante pour qu'il soit valable juridiquement. Cette ratification est possible soit par le Parlement, soit par référendum.

Pour notre part, nous exigeons un **référendum** pour que chacun, chacune, puisse s'exprimer, et, nous l'espérons, pour que le NON au CETA l'emporte. Un référendum serait l'occasion d'un vaste débat public.

Notre NON n'est pas celui du repli sur soi ni de la fermeture des frontières. Il est un premier pas pour une **coopération entre les peuples**, et des traités qui :

- alignent les droits de tous et de toutes vers le haut ;
- respectent la souveraineté alimentaire ;
- garantissent la libre circulation des personnes avant celle des marchandises ;
- incluent des mesures concrètes contre le dérèglement climatique (arrêt de l'extraction des combustibles fossiles...);
- imposent au commerce mondial des normes environnementales et de santé publique...

Discutons-en jeudi 8 février, avec Frédéric Viale, invité par le collectif STOP-TAFTA 14.

Collectif STOP TAFTA 14 avec le soutien de citoyen-ne-s et des organisations : Alternatiba, Attac14, Comité Amérique latine, Normandie équitable, Terre des Hommes, Confédération paysanne, FSU, Solidaires14, EELV-BN, Ensemble !, France Insoumise, NPA, Parti de Gauche



@StopTafta14
@StopTAFTA



@collectifstoptafta14
@collectifstoptafta



stoptafta14.org
collectifstoptafta.org